

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 72/001/2009

ÉFAI

8 avril 2009

### **Slovaquie. La police va mener une enquête sur les mauvais traitements infligés à de jeunes Roms**

Amnesty International est profondément préoccupée par le traitement cruel, inhumain et dégradant infligé à six jeunes Roms – dont, selon certaines informations, trois mineurs – lors de leur détention dans un poste de police de Košice. Une vidéo concernant ces faits circule sur Internet. On y voit des policiers forcer à plusieurs reprises les garçons à se gifler mutuellement et à se donner des baisers. Comme on peut le voir dans la vidéo, les adolescents ont été contraints de se déshabiller complètement sous les yeux d'autres policiers qui les photographiaient. Des sons ont été enregistrés, qui permettent de constater que les jeunes gens ont fait l'objet d'injures et d'injures racistes. Cet épisode aurait eu lieu le 21 mars 2009, mais la vidéo n'a été diffusée que le 7 avril, à l'initiative d'un reporter du journal slovaque *SME*.

Amnesty International condamne le traitement infligé à ces jeunes gens, qui constitue une violation manifeste des obligations imposées aux autorités par les traités internationaux en matière de droits humains. Ces derniers – notamment la Convention européenne des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits de l'enfant – interdisent absolument les peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants comme ceux que montre la vidéo.

Le chef de la police slovaque, Jan Packa, a condamné publiquement ces actes lors d'une conférence de presse tenue le 8 avril 2009 et a annoncé l'ouverture d'une enquête. Il a prévu d'effectuer lui-même à Košice une visite liée à ces événements.

En Slovaquie comme ailleurs en Europe, les Roms subissent toujours des discriminations dans le domaine de l'enseignement, du logement et des services de santé. Ils sont fréquemment victimes d'agressions racistes et de mauvais traitements infligés par la police. Tout en se félicitant des mesures prises rapidement en réaction à cette affaire, Amnesty International invite les autorités slovaques à faire en sorte que l'enquête soit menée sans délai et qu'elle soit approfondie, indépendante et impartiale. Toute personne qui peut raisonnablement être considérée comme responsable de ces faits devra comparaître en justice dans le cadre d'un procès équitable. Quant aux victimes, elles devront voir reconnaître leur droit à recours et à réparation.

FIN